



## Allocution Vœux 2024

Chères et chers camarades,  
Chères et chères amies,

Je salue le nombre d'entre vous présents ce soir pour les vœux de l'Union départementale CGT de l'Isère.

Je salue également la présence à nos côtés de représentantes et de représentants d'organisations syndicales, associatives et politiques qui ont répondu à notre invitation et avec lesquelles nous travaillons ensemble depuis plusieurs années tant sur les dossiers, que dans les luttes.

Je salue Mme la députée Elisa Martin LFI, Mme Sylvette Rochat représentant la Maire d'Échirolles Amandine Demore, Monsieur Mériaux représentant le maire de Grenoble Eric Piolle, Eric Hours conseiller régional communiste, Jérémie Gieunot secrétaire départemental du PCF Isère.

Je salue les représentants de la CISEM, du Collectif de soutien aux réfugiés Algériens, de SOS Racisme, de Femmes Égalité, de l'INDECOSA-CGT, de l'Institut d'Histoire sociale de la CGT, les cabinets d'avocats qui nous accompagnent au quotidien.

Nos camarades de la FSU, de la CFE-CGC, les responsables des Unions locales et des professions.

La tradition veut que les vœux de rentrée de la CGT soit un temps consacré à faire le point sur l'actualité de l'année écoulée et de permettre de tracer des perspectives pour les défis qui nous attendent.

C'est aussi un moment privilégié pour échanger, se connaître autour d'un moment convivial, d'autant plus au regard de la diversité des participants. Votre présence ici ce soir, en force, est bien le signe d'une attente, d'un besoin de se rassembler, dans nos différences, pour trouver des alternatives à ce que l'on subit depuis des années face au rouleau compresseur néolibéral.

C'est d'autant plus vrai cette année où nous sortons d'une lutte historique ainsi que d'un congrès qui a vu arriver à la tête de la CGT, pour la première fois de son histoire, une femme, cadre et jeune, Sophie Binet. Cette même année où la CGT - mais je dirais tous les syndicats d'ailleurs - a connu un nombre record d'adhésion.

Pour l'Isère, ce sont 1383 nouveaux.elles syndiqué.es qui ont franchi le pas et pour lesquels il nous faut sans attendre donner les moyens de s'organiser, dans leurs entreprises, services ou collectivités, dans leurs territoires.

Cela bien sûr pour renforcer la capacité de la CGT à riposter aux mauvais coups - qu'il soit issu du patronat ou du gouvernement - et bien sûr gagner des droits pour les travailleurs, les retraités.

L'année 2023 a été l'œuvre de nombreux reculs sociaux portés par l'exécutif sous la fourche caudine d'Elizabeth Borne, désormais remerciée et l'on s'en félicite.

La réforme des retraites d'abord avec un recul de l'âge de départ de 62 à 64 ans et une diminution de fait du montant des pensions. Cela en parallèle de la réforme Touraine qui prévoit l'augmentation des trimestres pour atteindre 43 années de cotisation en 2035.

Cette réforme, nous n'avons cessé de le répéter, va peser le plus sur les travailleurs les plus précaires, les femmes aux carrières hachées, les seniors licenciés et au chômage, en impactant bien évidemment la santé et la longévité de la vie des salariés.

Il s'agit d'un retour progressif à ce que définissait Ambroise Croizat et à raison lorsqu'il portait la création de la sécurité sociale, du retour à une retraite antichambre de la mort.

Cette séquence qui s'est étalée du 9 janvier au 16 juin a été marquée par 14 journées nationales de grève et de manifestations dans une unité syndicale inédite depuis 12 ans.

Ce sont plus de 3 millions de salariés, de retraités, de précaires, de jeune et de femmes dans tous les territoires qui se sont dressés contre cette réforme antisociale.

Le puissant premier mai qui a vu la participation de 50 000 personnes sur notre département a lui aussi pris une dimension historique.

Ce mouvement a également été marqué par des grèves reconductibles impressionnantes dans certaines professions, comme l'énergie.

Ce mouvement social, conjugué à l'action parlementaire et juridique, même s'il n'a pas permis de gagner le retrait a isolé le patronat et le gouvernement l'obligeant à passer en force.

Coincés dans leurs petites stratégies de salon, ils ne se sont épargnés aucune peine pour réduire au silence les parlementaires et l'opposition, tant par le choix de passer par un **projet de loi rectificatif du budget de la Sécurité sociale** permettant de réduire à 20 jours la durée du débat parlementaire, que par l'utilisation abusive des articles 44-2, 44-3, 47-1, 49-3 de la Constitution.

À l'heure où l'espérance de vie recule en France - en retrait de 0,4 point par rapport à 2019, le mot d'ordre de **la retraite à 60 ans à taux plein** reste donc d'actualité et nous mènerons les combats partout où il se doit pour la regagner !

Il y a eu bien sûr les négociations sur la **complémentaire AGIRC-ARCCO** où là aussi le gouvernement a été pris la main dans le pot de confiture en essayant de passer outre le paritarisme pour taper dans les réserves de la caisse pour financer une énième baisse de la fiscalité des entreprises.

Ces gens sont des dingues ils n'ont honte de rien !

Avec la mise en place de **France Travail**, le gouvernement revient sur le droit fondamental à l'emploi inscrit dans la Constitution de 1946 et glisse de plus en plus vers une obligation de travailler.

En effet, au prétexte de réaliser des économies, nos technocrates entendent conditionner le versement du RSA à la réalisation obligatoire - via un contrat d'engagement - de 15h minimum d'activités hebdomadaires sous peine de suppression du versement des allocations. Mardi soir, le président a annoncé vouloir encore durcir les sanctions contre tout chômeur qui refuserait un contrat.

En parallèle de ces réformes, les travailleurs, les retraités ont subi de plein fouet la baisse de leur pouvoir d'achat du fait d'une inflation qui a explosée dans la continuité de 2022.

**Le constat du 17<sup>ème</sup> baromètre de la pauvreté et de la précarité publié par le Secours Populaire est accablant :**

- 45 % des Français sont dans l'incapacité, absolue ou partielle, de payer certains actes médicaux.
- 32 % des **Français** ne peuvent se procurer une alimentation saine en quantité suffisante pour manger **trois repas par jour**.
- 35 % ne peuvent plus faire trois repas par jour

Et malgré le matraquage de l'exécutif qui nous prédit une inflation en recul, il n'en reste pas moins que les prix records de l'alimentation (+21,3 % depuis août 2021) soumettent la population à toute une série de chocs.

- Privation sur **l'alimentation**, les fournitures scolaires, les vêtements, la cantine, les actes médicaux, la mutuelle santé... la liste est longue.

- Les **factures d'électricité et de chauffage** se sont révélées trop lourdes pour 45 % de la population malgré le bouclier tarifaire, alors que le gouvernement entend le supprimer. La facture devrait donc s'alourdir de 10% au 1<sup>er</sup> février.

Selon la dernière étude de l'Insee, le volume des achats alimentaires des Français a diminué de 11,4 %, entre le dernier trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2023. Une chute sans précédent depuis 1980.

Le seuil de pauvreté subjectif considéré par les Français est situé à 1377 euros nets par mois soit 21 euros sous la valeur mensuelle nette du SMIC

Loin des ambitions du Conseil national de la résistance ou de la Déclaration de Philadelphie, la vie quotidienne, le statut et les horizons des Français semblent plus aléatoires que jamais.

- **Près de 6 français sur 10** déclarent avoir été à un moment de leur vie dans une situation de fragilité économique et sociale ou sur le point de **tomber dans la précarité** (58 %).

Ce constat légitime, s'il fallait encore le démontrer, illustre la nécessité de revaloriser les salaires, les pensions et les minimas sociaux pour garantir à toutes et tous des revenus d'existence décents.

Cela est bien loin des préoccupations de la Macronie tant ils sont concentrés à nous faire les poches.

Je salue au passage le Secours Populaire de l'Isère et son secrétaire départemental victime de l'odieuse cambriolage de leur entrepôt juste avant les fêtes de fin d'année.

L'Union départementale CGT, comme tant d'autres, a décidé de leur attribuer une aide pour leur permettre de reprendre leur activité au plus vite. Pour celle et ceux qui le peuvent vous pouvez faire un don en ligne via leur site.

Face à cela, ce sont bien des augmentations massives des salaires qu'il nous faut gagner et que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent alors que les dividendes continuent d'exploser ; et c'est du jamais vu en 2023 les entreprises du CAC 40 ont reversé à leurs actionnaires 97 milliards d'euros.

Entre 2021 et 2023, les dividendes ont augmenté de 40% alors que le pouvoir d'achat a baissé de 2%.

Sur un an, pour l'année 2023, la hausse des prix atteint 3,7% selon l'Insee : remplir le réfrigérateur, payer ses factures ou partir en vacances devient de plus en plus difficile.

Pire, selon l'Observatoire des inégalités, 8 millions de personnes, soit un quart des travailleurs, sont aujourd'hui précaires.

L'inflation est amplifiée par les profits : en Europe, 45 % de la hausse des prix est liée aux marges des entreprises selon le FMI.

Il y a donc urgence à relancer notre campagne sur les salaires et notamment autour de la grève du 8 mars pour l'égalité professionnelle et salariale femme homme.

Et ça commence dès demain avec une journée d'étude *consacrée aux métiers féminisés en perspective* de la journée internationale des droits des femmes.

Et le 16 février avec une assemblée générale des syndicats de l'Isère pour créer les conditions de grèves massives le 8 mars pour les salaires et l'égalité professionnelle.

Face à ces constats, le sentiment de déclassement de nos concitoyens n'a jamais été aussi prégnant - tout comme le délitement et le démantèlement continu des services publics - ce qui contribue à la montée des idées d'extrême droite.

C'est donc pourquoi nous engageons une démarche ambitieuse de reconquête des services publics et organisons le 26 mars prochain une conférence des Unions locales et des Professions autour des enjeux de services publics pour notre département.

L'industrie de l'armement en revanche se porte très bien dans le monde avec 11 conflits armés en cours et la gesticulation tous azimuts des bellicistes de tout poil.

Les gouvernements ont profité de la guerre en Ukraine pour relancer la production d'armement militaire et en faire subir le coût à leur propre peuple.

Cette politique de fuite en avant ne sert qu'à attiser les tensions et à ouvrir de nouveaux fronts dans le monde.

La tuerie perpétrée par le Hamas le 7 octobre en Israël a été le prétexte pour Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite pour engager la destruction de Gaza, intensifier la politique coloniale meurtrière en Cisjordanie, le nettoyage ethnique et la politique d'apartheid qui durent et s'aggravent depuis des années. Tout cela avec le soutien logistique et politique des USA et de l'Europe.

Ceux-ci se réclament d'une universalité des droits humains que leurs actes n'ont cessé de contredire. Face à leur inaction devant la destruction de la Palestine par l'État d'Israël, c'est l'Afrique du Sud qui, aujourd'hui, défend cet universel.

Saluons cette démarche salutaire engagée par un pays emblématique des luttes anticoloniales et antiracistes.

La CGT apporte son soutien aux peuples qui subissent la folie des guerres et réitère son appel à un cessez-le-feu immédiat. Bien qu'imparfaite l'ONU reste le seul espace d'échange pour permettre, si ce n'est une résolution des conflits, la protection des populations par la diplomatie.

Le lamentable épisode politique de la fin de l'année autour de la *loi immigration écrite sous la plume de l'extrême droite restera comme l'acte le plus grave perpétré par la Macronie.*

Cette loi nauséabonde rompt avec les principes républicains, instaurant la préférence nationale et remettant en cause le droit du sol, stigmatisant les étrangers et occultant leur contribution essentielle.

Les héros de la première ligne pendant la pandémie sont maintenant présentés comme des délinquants, une injustice que nous refusons d'accepter.

Contrairement aux idées reçues, rappelons que **l'immigration ne coûte pas** - c'est au contraire **une richesse pour notre pays**. Chaque année, les travailleuses et travailleurs étrangers font **rentrer 60 milliards d'euros** de cotisations sociales et d'impôts.

Elles et ils occupent des secteurs essentiels pour l'économie, dans le bâtiment, le nettoyage, le traitement des déchets ou encore dans les métiers de la santé où nombre de soignants sont des travailleurs et travailleuses étrangers.

**L'immigration, très souvent jeune, atténue le vieillissement de la population, à l'heure où la France affiche un nouveau recul de la natalité.**

La CGT porte d'autres propositions, notamment **la régularisation des travailleuses et travailleurs pour éviter le dumping social** et l'égalité de traitement entre tous les salariés.

Comme nous refusons d'accepter le traitement qui a été réservé aux livreurs des plateformes ce 27 décembre dernier où la police les a interpellés, embarqués et leur a confisqué leur vélo, leur seul outil de travail, dans le cadre de contrôle.

Nous leur assurons toute notre solidarité.

La CGT combattrra toujours le racisme et l'antisémitisme.

C'est pourquoi nous appelons avec le collectif des 201, ce dimanche 21 janvier, à une marche pour la liberté, l'égalité et la fraternité pour que ces mots ne soient pas là uniquement pour décorer nos mairies.

C'est dans cette actualité que l'année 2023 s'est achevée avec tout de même des bouleversements climatiques qui ont eu des effets catastrophiques, feux de forêt, inondations, tempêtes, fortes chaleurs et une COP28 à Dubaï qui n'aura servi à rien.

Ces catastrophes de plus en plus intenses et alarmantes nous rappellent qu'urgence sociale et environnementale devraient être notre priorité absolue. Et pourtant, on attend toujours la transformation de l'agriculture, les crédits pour isoler nos bâtiments et transformer nos systèmes de chauffage, le financement des trains et des transports en commun.

On aurait attendu le renforcement massif du fret ferroviaire, au lieu de sa liquidation pure et simple. En ce qui concerne les transports en commun, pourquoi faut-il attendre 2040 pour avoir un RER ??

Pourquoi ne pas faire la gratuité des transports à Grenoble, comme vient de le faire la métropole de Montpellier ?

La CGT affirme que face aux enjeux environnementaux nous ne pouvons plus regarder la maison brûler et devons agir dans le cadre qui est le nôtre.

C'est pourquoi, le 15 février nous organisons une journée d'étude Industrie-Environnement autour des prérogatives des élus CSE pour réfléchir aux aspects revendicatifs à porter dans les entreprises, services ou collectivités, mais aussi dans notre territoire.

Nous avons souhaité inscrire ces vœux pour l'année 2024 dans le cadre des 80 ans du programme *Les jours heureux* issus du conseil national de la résistance qui - suite à la victoire sur le fascisme et le nazisme - a conduit à imposer au patronat et aux forces réactionnaires la création de la sécurité sociale, de la retraite, des grandes nationalisations.

Cette année encore, nous engageons la résistance contre l'extrême droite et ses idées.

Les élections européennes du 9 juin prochain dont les sondages placent le RN en première position, largement devant le camp présidentiel, vont à nouveau mettre en exergue une course aux échelotes nauséabondes, sur fond de racisme, déjà bien engagée.

Cette stigmatisation systémique d'une frange de la population et des migrants est bien le terreau de la multiplication des actions violentes de groupuscules d'extrême droite qui s'organisent en milices comme à Lyon lors des émeutes de cet été, ou encore à Romans-sur-Isère suite à la mort du jeune Thomas.

L'agression physique et les insultes racistes dont ont été victimes notre camarade André Mondange, ancien secrétaire de l'Union locale CGT et maire PCF du Péage-de-Roussillon, ainsi que sa fille métisse, sont une nouvelle démonstration qu'ils n'hésitent pas à passer aux actes dès lors qu'ils s'en sentent légitimes, à s'en prendre aux militants et à leurs familles. J'adresse d'ailleurs tout mon soutien à André, à celles et ceux victimes de l'extrême droite.

L'installation d'un nouveau gouvernement resserré autour du président de la République et intégrant les Sarkozystes de la dernière heure est le signal, s'il en fallait un, que le en même temps macronien ce n'est ni de gauche ni de gauche.

Petit aparté donc autour de la nomination des nouveaux ministres. Sur le fond, ce casting ripoliné indique que les politiques d'austérité et de démantèlement des droits sociaux vont se poursuivre.

Un élément important, la dilution et l'affaiblissement de la place des services publics au sein du pouvoir exécutif avec l'absence de ministère de la santé ou du logement de plein exercice, ou encore le fait que l'éducation, le sport et les Jeux Olympiques soient noyés dans un ensemble indistinct. Cela va à l'encontre du développement pourtant indispensable de l'action publique dans ces domaines essentiels.

L'absence de ministère de la Fonction Publique illustre également la vision libérale et le peu de cas qu'ils font des missions publiques, des agents et agentes, titulaires ou non, et les retraités des trois versants de la fonction publique.

Rien à attendre du coup pour ces personnels sous statuts en matière de pouvoir d'achat, de statut, d'égalité professionnelle ou encore de création d'emploi.

De quoi s'attendre à un lot de réformes antisociales menées au pas cadencé dont la précédente première ministre en avait esquissé les contours : loi travail 3 ; réforme réactionnaire de l'éducation, réforme territoriale, ... L'allocution du président mardi confirme cette direction en annonçant une réforme du travail, la prime au mérite pour les fonctionnaires, la chasse aux chômeurs.

Alors relevons les manches et forçons nos outils pour construire la riposte à ce gouvernement et à un patronat qui n'en finissent plus de nous faire les poches !

En dernier lieu, nous aurons à préparer tous au long de cette année l'organisation du *59ème congrès des syndicats CGT de l'Isère* prévu les 20, 21 et 22 novembre à l'Heure Bleue ainsi que les élections dans les entreprises de moins de dix salariés (TPE) qui se dérouleront du 25 novembre au 9 décembre 2024.

J'en termine donc pour rappeler que 2024 sera l'année de la résistance contre l'extrême droite et le pouvoir de l'argent. Bolloré n'aura qu'à bien se tenir !

Je vous souhaite une bonne année à toutes et tous, la santé, le bonheur, la paix, la justice et bien sur des luttes victorieuses.

Je vous invite donc aussi à passer à un moment convivial autour d'un verre.

Merci pour votre écoute.